



## ARRETE DU MAIRE

Occupation du Domaine Public Routier  
51 Place de la République

**Le Maire de LANNEMEZAN,**

**Vu** la Loi n° 82.213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n°82.623 du 22 Juillet 1982 et la loi n° 83.8 du 7 Janvier 1983,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-24, L.2212-1 et suivants,

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2122-1 à L.2122-3,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, et notamment son article L.113-2,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Code Pénal, et notamment son article R.610-5,

**Vu** le Règlement Général de Voirie du 18 Mars 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté municipal n°2021/286 du 9 décembre 2021 portant réglementation permanente du stationnement à durée limitée "Zone Bleue et Arrêt Minute" et notamment son article 5,

**Vu** les délibérations du conseil municipal n°2022/017 du 25 janvier 2022 portant sur les règles d'occupations temporaires du domaine public ainsi que n°2023/141 du 5 décembre 2023 portant sur la tarification applicable aux occupations temporaires du domaine public pour les commerces fixes & mobiles, animations et travaux pour l'année 2024,

**Vu** l'autorisation d'urbanisme AP n°0652582400004 délivrée le 11 avril 2024,

**Vu** la demande présentée par la SAS GROUPE NOVI demeurant 1 rue des Lys à 24 110 SAINT ASTIER et tendant à l'obtention d'une autorisation de stationnement d'un camion nacelle afin de procéder à des travaux de changement d'enseigne sis 51 Place de la République,

**Considérant** qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sureté, la sécurité et la salubrité publique sur l'ensemble du territoire de la commune,

**Considérant** qu'il convient de prendre des mesures d'ordre public restrictives en matière de stationnement à l'occasion et pendant la durée des travaux,

## ARRETE

### **ARTICLE 1 – Autorisation :**

La SAS GROUPE NOVI est autorisée à occuper le domaine public routier afin de procéder à des travaux de changement d'enseigne sis 51 Place de la République, conformément à la demande.

#### **ARTICLE 2 – Implantation :**

L'autorisation est accordée uniquement pour le stationnement au droit du 51 Place de la République :

- des véhicules de l'entreprise sur trois emplacements de stationnement,
- d'une nacelle élévatrice sur trottoir sur une emprise d'environ 30 m<sup>2</sup> (15m x 2m).

#### **ARTICLE 3 – Ouverture de chantier :**

L'ouverture de chantier est fixée au jeudi **12 septembre 2024** et la réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de **1 jour**.

#### **ARTICLE 4 – Mesures de police :**

Afin de préserver la sécurité du bénéficiaire, des piétons et des biens, le stationnement de tout véhicule extérieur aux travaux sera strictement interdit sur la zone réglementée par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 – Sécurité et signalisation :**

Les services techniques communaux mettront à disposition des balises afin de réserver les emplacements de stationnement qui seront installées puis enlevées par le pétitionnaire sous son entière responsabilité.

La SAS GROUPE NOVI devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons et notamment en invitant ces derniers à emprunter le trottoir d'en face, pendant toute la durée d'occupation du domaine public routier.

La signalisation temporaire sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur et notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par l'arrêté Interministériel du 4 janvier 1995.

La Commune se dégage de toute responsabilité en cas d'accidents et/ou incidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation.

#### **ARTICLE 6 – Assurances :**

La SAS GROUPE NOVI devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

#### **ARTICLE 7 – Responsabilité :**

La SAS GROUPE NOVI est responsable tant vis-à-vis de la commune que des tiers, pour les dommages de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de la présence du chantier.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment ou à la réglementation applicable, le demandeur peut être mis en demeure de s'expliquer, puis de faire cesser lui-même les troubles, dans un délai au terme duquel la commune peut se substituer à lui. En cas d'urgence, la commune est dispensée d'avertir le demandeur avant d'agir.

#### **ARTICLE 8 – Validité :**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. Elle est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel au demandeur : elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité, notamment pour des raisons de sécurité ou de gestion de voirie.

#### **ARTICLE 9 – Remise en état :**

Dès l'achèvement des travaux, la SAS GROUPE NOVI est tenue d'enlever tous les décombres, dépôts et gravats et réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés sur la voie publique et de rétablir tous les ouvrages qui auraient été endommagés.

**ARTICLE 10 – Modalités financières :**

Conformément à la délibération du Conseil Municipal n°2023/141 du 5 décembre 2023 portant sur la tarification applicable aux occupations temporaires du domaine public pour les commerces fixes & mobiles, animations et travaux pour l'année 2024, la SAS GROUPE NOVI s'acquittera auprès du Trésor Public de la somme de (6,00 € x 3 places zone bleue x 1 jour = 18,00 €) + (0,50 € x 30 m<sup>2</sup> x 1 jour = 0,50 €) = 18,50 € (Dix-huit Euros et cinquante Cents) dès réception de l'avis des sommes à payer.

**ARTICLE 11 – Sanctions :**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 12 – Exécution :**

Ampliation du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché selon les règles en vigueur sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Motorisée de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant du Groupement Régional de la C.R.S. n°29,
- Les agents de la Police Municipale de la ville de Lannemezan,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville de Lannemezan,
- La SAS GROUPE NOVI,

et pour information à :

- Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Lannemezan.

**Fait à Lannemezan, le 2 septembre 2024**

**Certifie le caractère exécutoire du présent arrêté :**

**Le Maire,**

**Par délégation, l'Adjoint au Maire,**



**Jean-Claude SUBIAS**